

---

# Catholicisme, sécularisation et gauchisme au Québec

---

Gregory Baum  
*Faculty of Religious Studies*  
*Université McGill*

Dans mes études sur l'interaction entre religion et société, j'ai tendance à suivre l'approche sociologique de Max Weber. Tandis qu'Émile Durkheim regarde la société comme un tout et interprète la religion comme la représentation symbolique de la société dans la conscience collective, Max Weber préfère voir, dans la société, des classes et des couches différentes et étudier la culture et la religion en relation avec sa base sociale. Pour lui, l'unité de la société n'est aucunement garantie par un ensemble de symboles culturels ou religieux. L'ultime garantie de la cohésion sociale est le pouvoir du gouvernement qui se sert d'un gros bâton pour frapper sur la tête de tous ceux qui ne sont pas prêts à se conformer. Weber reconnaît le caractère fragmenté de la société. Il est conscient que la religion des paysans est différente de celle des artisans, la religion des aristocrates, de celle des bureaucrates et la religion de la bourgeoisie, de celle de la classe ouvrière.

Dans mes études, je me suis toujours intéressé à la religion des défavorisés et donc aussi à la gauche chrétienne. Dans un petit livre écrit il y a vingt ans, j'ai examiné la réaction des catholiques du Canada au nouveau parti socialiste (la CCF) fondé en 1933. J'étais profondément touché par la théologie latino-américaine de la libération qui représente les aspirations religieuses des pauvres et des marginalisés militants pour l'émancipation sociale. Pour eux, l'Évangile du Christ est un message libérateur. Il y a aujourd'hui des

gens dans l'Église qui, inspirés par leur foi, s'identifient aux classes populaires et se déclarent solidaires de leurs luttes pour une plus grande justice sociale.

J'ai trouvé très utile l'idée proposée par Danièle Hervieu-Léger (1986 : 224) dans *Vers un nouveau christianisme ?* que la modernité, malgré son influence séculière, a créé des conditions culturelles pour de nouvelles expériences religieuses. Et comment ? L'âge des Lumières nous a fait croire à la perfectibilité de la société : nous rêvions d'une société émancipée, juste et égalitaire. Malgré le fait que ce rêve fut toujours frustré par l'histoire, le grand désir de la libération des pauvres et des opprimés continuait de vivre dans nos cœurs. Pour bien des chrétiens, ce désir apparaît comme la réponse à un appel divin et un signe d'une promesse eschatologique. Cette idée de Hervieu-Léger a été maintes fois confirmée par ma recherche.

\* \* \*

Dans le présent article, je veux offrir une brève description de la gauche catholique au Québec depuis la Révolution tranquille. Cette révolution, qui a débuté avec l'élection d'un gouvernement libéral en juin 1960, fut à l'origine d'une sécularisation qui mina le monopole culturel exercé par l'Église catholique dans la société québécoise. Ces transformations furent amplifiées par le concile Vatican II (1962-1965), alors que l'Église adopta une attitude plus ouverte vis-à-vis de la société moderne. Plusieurs catholiques du Québec ont donc accueilli favorablement la sécularisation proposée par la révolution culturelle. Du même coup, l'Église perdait le pouvoir spirituel qui lui permettait de définir l'identité canadienne-française. Elle a aussi perdu sa mainmise sur les institutions médicales et sociales ; par contre, elle a su maintenir un certain pouvoir dans le domaine de l'éducation. En quelques années seulement, elle a perdu plus de la moitié de ses membres, tant et si bien que les catholiques pratiquants étaient devenus, à la fin des années 1960, une minorité au sein de la population québécoise.

Quelle fut l'attitude des catholiques devant un processus de sécularisation aussi rapide ? Quelques voix conservatrices pleuraient l'avènement de la nouvelle société proposée par la Révolution

tranquille, mais la majorité des catholiques l'ont accueilli favorablement. Les évêques choisirent de ne pas réagir négativement à leur perte de pouvoir, mais de garder, envers la société, l'ouverture proposée par Vatican II. Les sociologues vont jusqu'à parler d'une certaine « sécularisation » de l'Église elle-même. Max Weber ne fait-il pas une distinction entre la piété *ausserweltliche* et la piété *innerweltliche*, c'est-à-dire entre une spiritualité « hors du monde » et une spiritualité « dans le monde », la première donnant priorité à la vie éternelle, la seconde, à la vie terrestre ? Weber croit que, depuis ses débuts au XVI<sup>e</sup> siècle, la piété calviniste a été révolutionnaire parce que, contrairement à la piété catholique ou luthérienne, elle dirigeait toute son énergie religieuse vers la vie terrestre. Il n'a pas prévu que, durant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le catholicisme donnerait aussi naissance à une spiritualité toute terrestre qui s'exprimerait dans le travail et l'engagement social. Ce virage spirituel a été particulièrement marqué dans l'Église catholique du Québec.

Que se passait-il au Québec à ce moment-là ? Dans les années 1960 et 1970, la société québécoise devint hautement politisée. Les Québécois, de plus en plus nombreux, se sont perçus comme des acteurs d'un mouvement de libération nationale visant l'autodétermination. Les luttes colonialistes en Afrique, la guerre d'Algérie ainsi que le mouvement des droits civiques aux États-Unis ont produit des discours que les Québécois adoptèrent pour définir leur propre projet politique et culturel. La Crise d'octobre (1970) en accentua l'urgence. Tandis qu'un grand nombre de Québécois étaient attirés par un nouveau parti politique, le Parti québécois, séparatiste et social-démocrate, d'autres, surtout les syndicalistes et les intellectuels, optaient pour un socialisme plus radical. À l'échelle nord-américaine donc, le marxisme fut particulièrement populaire au Québec.

On vit aussi l'émergence d'une gauche au sein de l'ensemble de l'Église catholique. Ce phénomène était particulièrement marqué dans les pays latino-américains. Les catholiques d'ici ont lu avec avidité la littérature des théologiens latino-américains. Les évêques du Québec et du Canada, influencés par les changements dans ces pays, publièrent des lettres pastorales sur la justice sociale qui

critiquaient, de façon articulée, le capitalisme, sommaient les catholiques de lutter pour des changements sociaux et – une nouveauté dans le catholicisme – reconnaissaient le socialisme comme une option valable (Baum, 1987). Durant les années 1970, des milliers de catholiques du Québec, des hommes et des femmes très engagés, militèrent activement au sein de mouvements religieux et politiques. Ils formèrent l'aile gauche de l'Église catholique. Ce mouvement s'est maintenu même au-delà de la perte du référendum au Québec et du déclin général de la gauche laïque.

Mon objectif est de présenter les organisations de l'Église qui ont promu cette gauche catholique dans les années 1970 et de montrer que cette culture religieuse se maintient dans le catholicisme québécois contemporain.

\* \* \*

Dès le milieu des années 1960, les divers mouvements d'action catholique – Jeunesse ouvrière catholique (JOC), Jeunesse étudiante catholique (JEC), Jeunesse rurale catholique (JRC) et Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC) – se politisèrent de plus en plus. Les évêques s'inquiétèrent de la montée du marxisme et créèrent une commission d'étude, dirigée par le sociologue Fernand Dumont. Au départ, cette commission avait comme mandat de définir les nouvelles voies de ces mouvements. Par la suite, son mandat fut élargi et la commission dut aussi faire une étude critique de l'ensemble des activités de l'Église au Québec afin de proposer une nouvelle orientation pastorale. Le remarquable rapport Dumont (1971-1972) fut publié au début des années 1970 ; il recommandait l'application d'un programme plus libéral et plus démocratique tolérant la dissidence et permettant une plus grande participation des fidèles<sup>1</sup>.

Pourtant, la perspective sociale du rapport ne reflétait pas les aspirations d'un nombre croissant de catholiques de gauche. Jean-Paul Héту, le représentant syndical qui siégeait à la commission, exprima clairement son insatisfaction, mais il ne reçut aucune audience (Dumont, 1971 : 316).

---

1. Pour une analyse du rapport Dumont, voir Baum (1990).

La mobilisation des catholiques socialistes se fit rapidement. En réponse aux pressions de la base, du MTC et de la JOC, un groupe de catholiques engagés, dont plusieurs oblates, fondèrent le Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO). Ce dernier regroupait les ressources intellectuelles et spirituelles pour soutenir les catholiques à l'œuvre dans les milieux des travailleurs et des défavorisés, c'est-à-dire les quartiers populaires. Sur la lancée de ses recherches, le CPMO devait faire de l'éducation populaire par le biais de cours, de réunions, de forums, de publication de matériel destiné à conscientiser et à mobiliser la classe ouvrière catholique.

La revue mensuelle des oblates, *Prêtres et laïcs*, regroupa les travaux et les idées spirituelles et politiques du CPMO. Un de leurs principaux sujets de discussion fut l'intégration, en théorie et en pratique, de la théorie marxiste dans leurs milieux de travail. En septembre 1973, cette théorie fut l'objet d'un débat officiel qui divisa profondément les participants pour, finalement, aboutir à la création de deux réseaux, le CPMO, pluraliste, ouvrant ses portes non seulement aux travailleurs, mais aussi à tous les groupes marginaux, d'un côté, et les Politisés chrétiens (PC), de l'autre.

En novembre 1974, à Cap-Rouge, le CPMO tint une assemblée générale qui réunissait tous les groupes et toutes les organisations catholiques ainsi que les syndicats pour étudier le rôle de l'Église au sein de la classe ouvrière. Ils en vinrent à des conclusions diamétralement opposées à celles du rapport Dumont en ce qui a trait à la classe ouvrière. De plus, les tensions entre les marxistes, préoccupés par la classe ouvrière, et les socialistes, aussi préoccupés par les milieux défavorisés, s'accrochèrent lors de cette assemblée<sup>2</sup>.

En 1974, la revue des oblates, *Prêtres et laïcs*, devint indépendante. Elle s'intitula désormais *Vie ouvrière* et fut publiée en collaboration par le CPMO, le MTC et la JOC. Malgré ce changement, elle demeura un outil précieux pour les activistes chrétiens à l'œuvre en milieu populaire. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, *Vie ouvrière*, toujours fidèle au mouvement ouvrier,

---

2. Au sujet de l'assemblée de Cap-Rouge, voir *Vie ouvrière* (janvier 1975), p. 34 surtout.

reflétait aussi les nouvelles préoccupations du CPMO – les travailleurs non syndiqués, les pauvres, les chômeurs, les assistés sociaux ainsi que tous les marginaux de la société québécoise. La nouvelle revue voulait traiter dorénavant des problèmes de l'ensemble des milieux populaires. Cette nouvelle orientation fut, à plus ou moins brève échéance, acceptée par toute la gauche catholique.

Le CPMO et *Vie ouvrière* ont survécu à la défaite référendaire, au débat politique ainsi qu'au déclin dramatique de la gauche. Avec la complicité des milieux syndicaux et des milieux populaires, ils continuent leur travail éducatif. Ils demeurent critique face au capitalisme, aux politiques sociales du gouvernement du Québec et à l'indifférence générale de la population envers la souffrance des autres.

\* \* \*

Le réseau marxiste des Politisés chrétiens (PC) s'intéressa à l'ensemble des organismes catholiques<sup>3</sup>. Puisque ce groupe n'a pas survécu aux années 1980, je ne retiendrai ici que les événements reliés aux PC qui illustrent le conflit idéologique au sein de la gauche catholique.

Dès 1971, Yves Vaillancourt, dans la publication des jésuites, *Relations*, proposa la création d'une organisation marxiste catholique. Alléguant les récentes déclarations de trois importantes fédérations syndicales, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Centrale des enseignants du Québec (CEQ), il soutint qu'après octobre 1970 les syndicats, d'abord sociodémocrates, étaient devenus sociomarxistes. Il incita donc les chrétiens à suivre le même parcours, en solidarité avec les ouvriers.

En septembre de la même année, lors d'une assemblée publique organisée par le CPMO au sujet du marxisme, Yves Vaillancourt et Jérôme Régnier, deux socialistes chrétiens de tendances différentes, débattirent longuement la signification du marxisme pour la gauche catholique. Vaillancourt soutint le

---

3. Pour une analyse détaillée du réseau, voir Baum (1991).

marxisme scientifique défini par Althusser, tandis que Régnier défendait un marxisme humaniste, plus ouvert, qui respectait la culture et le sujet individuel. Quand le réseau des PC fut officiellement constitué en 1974, réunissant plusieurs centaines de membres, il adopta l'approche scientifique du marxisme. Il conserva cette orientation pendant toute son existence.

Vers la fin des années 1970, les catholiques de gauche s'orientaient de plus en plus vers le pluralisme et, sans relâcher leur loyauté envers le monde du travail, ils étendaient leur solidarité aux luttes populaires. Ils réclamaient que l'Église elle-même devienne une « Église populaire », c'est-à-dire qu'elle se restructure et adapte sa liturgie aux besoins et aux attentes des milieux populaires. En mai 1979, le CPMO organisa une importante assemblée au Collège Marie-Victorin à Montréal afin de promouvoir l'idée d'« Église populaire »<sup>4</sup>. Lors de cette assemblée, on parvint à dégager une double obligation : 1°, l'Église, tout entière, se devait d'être solidaire des ouvriers et des marginaux ; 2°, les ouvriers et les marginaux devaient être solidaires entre eux. Ces catholiques croyaient que la mission pastorale de l'Église à l'égard de ces divers groupes étaient de les encourager à former des réseaux de solidarité, de les conscientiser et de les rendre autonomes.

Cette nouvelle approche réduisit les adhésions aux PC et, en 1982, après la défaite référendaire, le comité central de coordination choisit de dissoudre son réseau.

Il est important de noter, à ce propos, qu'en 1976 un groupe de femmes catholiques, membres actives ou sympathisantes des PC, ont formé leur propre regroupement, *L'Autre parole*. Tout en étant solidaires des PC, elles ont élaboré une critique féministe qui relève à la fois de la tradition catholique et du mouvement socialiste. Ce groupe a survécu aux PC, il demeure toujours actif et il publie son propre bulletin qui porte aussi le nom de *L'Autre parole*<sup>5</sup>.

\* \* \*

---

4. Voir Levac (1979a, b) pour des rapports sur cette assemblée.

5. Pour une brève histoire de *L'Autre parole*, voir Dumais, Melançon et Roy (1986).

D'autres organisations de la gauche catholique, solidaires des pauvres et du tiers monde, ont aussi vu le jour. Voyons d'abord L'Entraide missionnaire<sup>6</sup>. Cet organisme fut fondé par un regroupement de congrégations missionnaires, au début des années 1950, pour soutenir des projets missionnaires et offrir une formation continue aux missionnaires de retour au pays. À la fin des années 1960, influencée par l'idéologie de la libération des pays latino-américains, la radicalisation de la société québécoise et « l'option préférentielle pour les pauvres », L'Entraide modifia son mandat. L'expression « l'option préférentielle pour les pauvres » qu'elle faisait sienne est empruntée à l'Église latino-américaine et fait référence à l'engagement à analyser la société à partir du point de vue des pauvres et de les soutenir dans la lutte pour leur libération.

En 1969, grâce à la présence d'un directeur à temps plein, L'Entraide élargit son mandat et appuya les pauvres des pays du tiers monde. En 1970, l'organisme publia un rapport critique sur la politique étrangère du Canada en Amérique latine. Comme on s'y attendait, sa nouvelle orientation a suscité de nombreux conflits au sein des communautés religieuses qui le soutenaient et, plus largement, dans l'ensemble de l'Église québécoise. Au début des années 1970, L'Entraide a dû repenser et défendre plusieurs fois l'idéologie implicite de son volet éducatif missionnaire.

En fait, ce genre de conflit affectait alors l'ensemble des organismes missionnaires de toute l'Église. Les chrétiens devaient-ils, comme les anciens missionnaires l'avaient fait, prêcher la Bonne Nouvelle comme l'action rédemptrice de Dieu qui sanctifie ceux qui ont la foi ? Ou devaient-ils plutôt, comme le faisaient les nouveaux missionnaires, prêcher l'Évangile comme l'action rédemptrice de Dieu qui sauve les êtres humains des pouvoirs du mal et qui leur donne la force de lutter contre les structures d'oppression ? Durant les années 1970, c'est la deuxième option qui fut privilégiée par plusieurs corps ecclésiastiques. En 1974, le message *Evangelii nuntiandi* du pape Paul VI – non exempt d'ambiguïtés, par ailleurs – soutint que la mission de l'Église était de proclamer le nom de

---

6. Les renseignements au sujet de L'Entraide missionnaire viennent d'une brochure intitulée *Une histoire d'avenir*, publiée par cet organisme en 1987.



Jésus et de promouvoir la libération de l'oppression promise par lui.

En 1975, Gustavo Gutiérrez, le célèbre théologien latino-américain, était le conférencier invité lors du congrès annuel de L'Entraide. Il a intitulé son intervention « L'Évangile : outil d'oppression ou de libération ? » C'est effectivement à partir de cette problématique théologique latino-américaine de la libération que L'Entraide a développé sa propre critique du capitalisme le définissant comme un système qui enrichissait le centre aux dépens de la périphérie, élargissant ainsi le fossé entre les pays riches et les pays pauvres et, dans ces pays, entre les riches et les pauvres. En mettant en parallèle ce qui se passait dans le tiers monde et au Québec et au Canada, L'Entraide en est arrivée à dénoncer non seulement la politique étrangère du Canada, mais aussi la marginalisation des pauvres et des chômeurs, ici.

Par ses énoncés radicaux sur la place publique, L'Entraide a été maintes fois accusée, et à l'intérieur même de l'Église québécoise, d'aller au-delà de l'enseignement catholique et de suivre l'inacceptable idéologie marxiste. L'Entraide, par contre, ne se percevait pas comme marxiste. Elle critiquait le capitalisme et avait une vision socialiste de la société. Son orientation théorique n'était pas définie par le marxisme, mais par cette « option préférentielle de l'Église pour les pauvres », c'est-à-dire par une solidarité avec les marginaux de la société, peu importe la raison de cette marginalisation, qu'elle soit de classe, de race, de sexe, de culture, de religion ou d'âge.

L'Entraide missionnaire était, et est encore, un des organismes importants qui conscientise la communauté catholique. Il publie toujours ses bulletins, ses dossiers et ses lettres de protestation ou d'encouragement au fur et à mesure que le contexte sociopolitique évolue. L'événement éducatif important de L'Entraide demeure son congrès qui se tient en septembre de chaque année et qui offre, à plusieurs centaines de participants, des conférences suivies de discussions, des ateliers sur des questions de justice sociale d'ici et d'ailleurs, ainsi que des ateliers où le thème intègre à la fois amour de Dieu et solidarité avec les plus démunis.

Un autre organisme catholique, beaucoup plus imposant que le précédent et qui s'intéresse aux problèmes du tiers monde, est l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, fondé en 1967 par les évêques canadiens. Cet organisme est né, d'une part, de la nouvelle interprétation de ce que sont l'amour, la solidarité et la libération, telle qu'elle a été proposée au concile Vatican II et, d'autre part, de l'enseignement ecclésiastique dérivé de cette théologie de la libération. Selon les évêques, le but de Développement et Paix est de venir en aide aux pauvres et aux opprimés du tiers monde et de les soutenir dans leur combat pour la justice<sup>7</sup>. Une partie de son mandat est de faire connaître aux catholiques du Canada les multiples causes de la misère du tiers monde et la domination oppressive que provoquent, dans ces pays, le système économique actuel et les institutions financières internationales. Puisque le climat politique du Québec des années 1970 était différent de celui du Canada anglais, la section francophone de Développement et Paix a eu tendance à élaborer une analyse plus radicale du sous-développement et à émettre une critique plus sévère du capitalisme mondial que ne le faisait la section anglophone. C'est précisément à cause de cette activité de prise de conscience publique que Développement et Paix doit être inclus parmi les organismes qui font valoir une culture religieuse de gauche dans l'Église du Québec.

Au Québec, comme ailleurs au Canada, l'activité éducative de cet organisme est confiée à des comités locaux rattachés aux diocèses ou aux paroisses, lesquels sont soutenus par des personnes-ressources. Certains de ces animateurs travaillent à plein temps pour Développement et Paix. Au Québec, plusieurs animateurs sont en relation constante avec le siège social situé à Montréal et reçoivent des renseignements sur les projets internationaux de l'organisme. Plus important encore, ils analysent l'évolution de la situation dans les pays du tiers monde, analyses qui révèlent une détresse croissante en raison, entre autres, de la complicité des pays du Nord. Ces animateurs jouent un rôle capital en transmettant les divers points de

---

7. Les renseignements au sujet de Développement et Paix de Québec viennent de la brochure, *Principes de base et orientations*, éditée par la section francophone de cet organisme en 1984.

vue des comités locaux, permettant, ultimement, d'élaborer une politique en solidarité avec les sans-voix.

\* \* \*

Ce rapport sur les organismes de la gauche, dont certains datent de dix ou vingt ans, – CPMO, *Vie ouvrière*, Chrétiens politisés, L'Autre parole, L'Entraide missionnaire et Développement et Paix – a révélé qu'à l'exception des PC ils demeurent toujours actifs. Tout en étant influencés par l'idéologie marxiste, populaire au Québec dans les années 1970, ils n'étaient pas des organismes marxistes, sauf les PC. C'est à partir de l'option préférentielle pour les pauvres qu'ils ont élaboré leurs propres analyses non seulement des marginaux du Québec, mais aussi de l'ensemble des opprimés du tiers monde. Leur moyen d'action privilégié était, et est toujours, l'éducation populaire. Ils exercent aussi des pressions politiques et organisent des manifestations pour protester contre les mesures répressives, mais leur objectif principal demeure la conscientisation du public par la critique de l'éthique capitaliste et des préjugés sociaux ainsi que par la promotion d'une culture de solidarité.

Mentionnons aussi quelques organismes catholiques qui font de l'éducation populaire. Fondé par les oblats, le Centre Saint-Pierre, situé au centre-ville de Montréal, est un centre important d'éducation des adultes. On y donne des cours du soir sur la vie chrétienne et sur la signification des Évangiles dans la société, selon une perspective définie surtout par le parti pris envers les démunis de la société. Le Centre justice et foi, dirigé par les jésuites, publie la revue mensuelle *Relations* dont la politique est aussi définie par l'option préférentielle pour les pauvres. Ce centre organise des tables rondes et des ateliers sur des sujets controversés à la lumière de leur engagement radical pour une justice sociale. Il plaide aussi en faveur des réfugiés, des immigrants et des minorités. Dans le Montréal anglophone, le *Social Justice Committee*, à l'origine un organisme catholique, mais maintenant œcuménique, tient des assemblées régulières sur l'oppression dans les pays du tiers monde et analyse notamment les dommages causés par l'impérialisme nord-américain.

Soulignons plus spécialement deux petits organismes catholiques très engagés dans le processus de conscientisation. Le

premier, le Comité chrétien, fut fondé en 1976 par des réfugiés du Chili installés au Québec après le coup d'État afin de soutenir les droits des personnes en Amérique latine. L'objectif de cet organisme est double : 1° défendre les droits et libertés en Amérique latine par l'envoi de lettres de protestation aux gouvernements des pays qui ont violé ces droits et par des pressions auprès du gouvernement du Canada pour qu'il dénonce, de façon non équivoque, ces situations ; 2° faire connaître aux Québécois les conditions d'oppression en Amérique latine. La grande réalisation de ce comité est l'organisation d'une manifestation importante le 24 mars de chaque année, « l'événement Romero », qui commémore l'assassinat de l'archevêque, Oscar Romero, par les forces de droite du Salvador, soutenues par les États-Unis, en 1980. À Montréal, cette manifestation réunit souvent plus de 1 500 participants qui défilent paisiblement dans les rues portant des affiches et parfois des effigies géantes d'Oscar Romero, chantant des chansons et criant des slogans. Le défilé se termine dans une église où les marcheurs participent à une cérémonie de prière, suivie d'une réflexion sur les effets néfastes de l'impérialisme. Des manifestations « Oscar Romero » se tiennent maintenant dans plusieurs villes du Québec.

Un deuxième organisme voué aussi à la conscientisation, le Cercle de théologie contextuelle, est né en 1986. Il regroupe une vingtaine d'hommes et de femmes dont la plupart agissent en tant qu'aides, animateurs et éducateurs auprès des chômeurs, des bénéficiaires d'aide sociale, des ouvriers, des immigrants et des réfugiés. Quelques-uns sont des diplômés en théologie. L'objectif du Cercle est de développer une « théologie contextuelle », c'est-à-dire une réflexion systématique sur Dieu et le monde, à partir de l'expérience des classes populaires du Québec. Cette théologie contextuelle se veut un correctif à la théologie académique dominante qui explore le message chrétien d'une façon abstraite, sans référence à la souffrance réelle des plus démunis, ni aux structures qui produisent leur marginalisation.

Depuis le début, le Cercle de théologie contextuelle a traité une variété de dossiers. Ses membres ont fait des recherches pour connaître ce que signifie la religion catholique pour les gens des milieux populaires. À partir d'échanges, le Cercle a appris que, pour

la majorité de ces personnes, la religion est perçue comme un ensemble d'idées et de pratiques qui n'ont rien à voir avec leurs problèmes quotidiens. Pour la plupart, l'Église est associée à une structure qui est indifférente à leur pauvreté et à leur exclusion sociale. Seul un petit nombre voit dans l'Évangile un message de dignité, de courage et de force qui leur permettrait, en solidarité avec les autres, d'améliorer leur situation sociale. C'est à la suite de cette recherche que le Cercle a pu cerner les éléments idéologiques qui se sont glissés dans le discours et la pratique et qui ont empêché le peuple de découvrir, dans le message chrétien, un soutien de la dignité personnelle et une source de force pour les luttes sociales. De même, le Cercle a analysé les éléments idéologiques qui donnaient l'impression que tout changement social est impossible, qu'il n'y a aucune autre solution de rechange, qu'il est inutile de protester et que, tout compte fait, mieux vaut se résigner au sort qui nous est fait.

\* \* \*

Au-delà de la critique sociale et de l'éducation populaire, les catholiques de gauche, dans les dernières années, soutiennent activement les projets des groupes populaires pour améliorer leurs conditions de vie. Ce nouvel engagement est motivé par les récentes politiques néo-libérales des gouvernements fédéral et provincial qui ont un effet destructeur sur toutes les régions du Québec, puisqu'elles mènent au déclin économique, à un taux de chômage plus élevé et à l'émigration des jeunes. La stabilité sociale et culturelle des personnes vivant en région est présentement très menacée. Ces personnes se sentent délaissées par les gouvernements, par les partis politiques, par les corporations et par les élites des affaires et des professions, au Québec et au Canada. Sur le plan local donc, les Églises ont pris un certain leadership ; elles analysent la situation, avec d'autres groupes sociaux, organisent des rencontres de conscientisation et appuient des initiatives de coopération afin de créer des solutions de rechange, des petites entreprises qui maintiendraient une certaine stabilité dans les régions<sup>8</sup>.

En 1984, le diocèse de Gatineau-Hull créa la première commission pour étudier la crise économique et la pauvreté grandissante

---

8. Ce récent développement dans les églises a été analysé par Guy Paiement (1992).

dans cette région. Le rapport, intitulé « Bienheureux, les pauvres ? Réflexions et prises de position sur la misère dans l'Outaouais québécois », a donné le coup d'envoi à plusieurs interventions ultérieures. En 1985, Gérard Drainville, évêque d'Amos dans le Nord-Ouest québécois, a publié un rapport provocateur « Espoirs et défis de l'agriculture dans le Québec d'aujourd'hui ». Plus tard, ce diocèse a collaboré avec les groupes populaires et les organismes locaux pour mettre sur pied un comité d'action, le Comité régional d'intervention, voué à la promotion du développement régional. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le diocèse de Chicoutimi a entrepris un programme triennal (1988-1991) dont l'objectif est d'analyser les conditions locales, de les mettre en relation avec la pauvreté et le déclin social et – pour la troisième année – de collaborer avec les groupes locaux afin de créer des modèles alternatifs de développement économique. Au début de la troisième année de fonctionnement, une réunion a rassemblé 500 personnes de la région. En 1989, un projet semblable, « Pour un plan de développement : de la pyramide à la table ronde », a été mis sur pied par le diocèse de Trois-Rivières. Grâce à la collaboration d'organismes locaux, ce projet devrait bientôt se concrétiser. En 1990, le diocèse de Rimouski a participé à une grande assemblée organisée par des groupes populaires qui désiraient mobiliser les gens de la région pour ouvrir de nouvelles voies et stimuler les entreprises en difficulté. En avril 1991, l'évêque de Gaspé, Bertrand Blanchet, a publié un article, « La Gaspésie a-t-elle un avenir ? », qui a nourri les discussions à l'assemblée régionale, en mai de la même année. Le diocèse de Gaspé a aussi tenté de mobiliser les paroisses locales pour qu'elles contribuent à l'effort régional.

Dans chacun de ces cas, les évêques et les comités diocésains n'ont pas pris une position de pouvoir ; ils ont collaboré avec des groupes populaires et des organismes locaux, solidaires des pauvres et des marginaux. Leur engagement actuel va donc au-delà de l'éducation populaire et de la conscientisation, jusqu'à une action concertée.

Une action catholique similaire s'est déroulée aussi dans les quartiers populaires des grandes villes où des chrétiens engagés, au service des institutions ecclésiastiques ou des agences laïques,

travaillent avec des groupes locaux pour augmenter le sens de l'appartenance et de la solidarité et pour générer des projets individuels ou collectifs qui profiteraient à l'ensemble de la communauté. À Montréal, la Table de concertation justice et foi réunit les chrétiens qui desservent les quartiers populaires de la ville. Cet organisme privilégie la collaboration entre les groupes populaires et les organisations ouvrières. À Québec, le Centre d'action populaire en milieu ouvrier (CAPMO) est l'organisme qui réunit les chrétiens des quartiers pauvres et qui soutient les groupes populaires et les regroupements de travailleurs dans leurs luttes et leurs projets. À Hull, le document, « L'option apostolique » de la paroisse Notre-Dame, donne un aperçu d'une approche pastorale qui fait état de la solidarité avec les chômeurs et les autres groupes populaires.

Ce nouvel engagement de la gauche catholique a amené une adhésion à l'organisme pancanadien, le Comité de travail pour la solidarité sociale, qui réunit des représentants de groupes populaires – travailleurs, femmes, bénéficiaires d'aide social, immigrants, etc. En 1987, ce comité a fait une déclaration intitulée « Le temps de s'unir : appel à la solidarité » qui proposait des nouvelles mesures sociales et économiques, contraires au programme politique néolibéral du gouvernement canadien. Au Québec, les groupes mentionnés plus haut adhèrent au mouvement Solidarité populaire Québec. Ce groupe a tenu des audiences dans différentes parties du pays et, en 1992, a publié un rapport, « Le Québec qu'on veut bâtir », qui propose une société alternative de justice et d'égalité.

Plus récemment, les évêques ont créé un comité de personnes représentant des milieux sociaux différents et l'ont chargé de produire un rapport qui analyserait la désintégration sociale du Québec et ensuite proposerait des stratégies pour surmonter la crise actuelle. Ce rapport a été publié le 9 mars 1994 sous le titre « Sortons le Québec de l'appauvrissement ». L'Assemblée des évêques du Québec a également appuyé l'effort du mouvement Solidarité populaire Québec et des centrales syndicales afin d'organiser le forum de la solidarité sociale. Il a eu lieu le 12 mars 1994 à Montréal, réunissant 1 000 militants et militantes de toutes les régions en vue de créer une plus forte opposition contre les politiques néolibérales du gouvernement.

De l'ensemble de ces rapports nous pouvons conclure que présentement l'aile gauche catholique du Québec, quoique moins nombreuse que durant les années 1970, demeure dynamique. Sa contribution la plus importante se situe au plan de l'éducation populaire et de la promotion d'une culture de solidarité. Depuis quelques années, elle collabore plus activement avec les groupes populaires. Malgré son dévouement, la gauche catholique demeure un mouvement minoritaire au sein de l'Église. Selon nous, la majorité des catholiques pratiquants ne sont que vaguement conscients de l'existence des documents progressistes publiés par leurs évêques et ne connaissent même pas l'existence des organismes de la gauche catholique dont nous avons parlé. Il semble que la bourgeoisie a réussi à modeler sa perception du message chrétien en s'inspirant de ses propres valeurs.

\* \* \*

Le mouvement universel de la gauche catholique inauguré par le concile Vatican II n'a pas encore été étudié par les sociologues. Notre hypothèse est que l'expérience de la gauche catholique au Québec présentée ici n'est pas du tout singulière. En effet, dans plusieurs pays, la gauche, très active dans les années 1960 et 1970 et qui a souffert du récent déclin des partis politiques, a quand même réussi à survivre jusqu'à maintenant. Par contre, une culture religieuse gauchiste semble avoir plus de vitalité qu'un gauchisme purement laïque. Analysant les motivations qui inspirent les mouvements sociaux, Max Weber en propose trois : la rationalité d'utilité (*zweckrational*), la rationalité de valeur (*wertrational*) et l'émotion. Serait-ce précisément cette émotion, ou expérience spirituelle, qui maintient une culture religieuse de gauche dans une société de plus en plus indifférente devant les iniquités sociales et ses conséquences ?